

Nouvelle baisse du résultat courant avant impôts en 2000

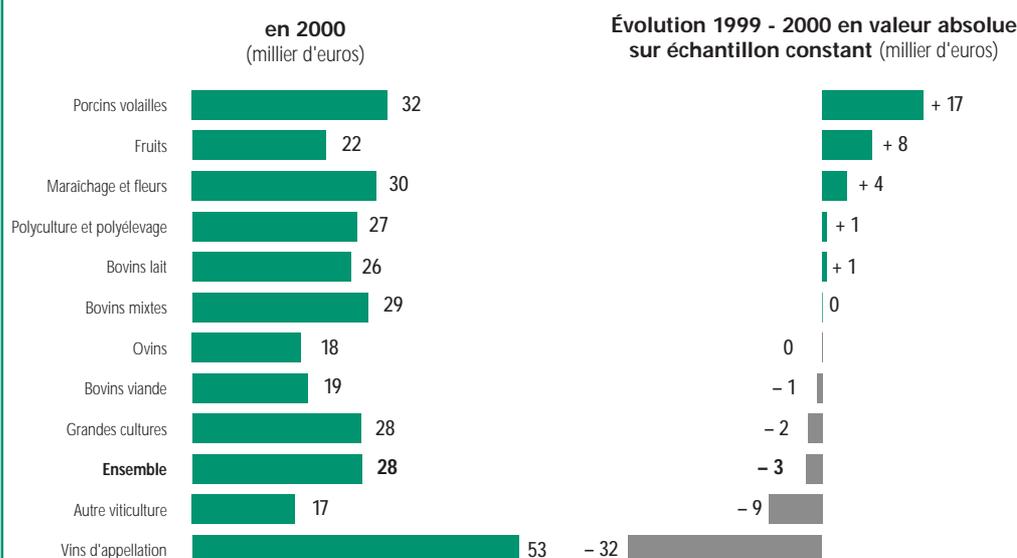
Le résultat courant des exploitations du Réseau d'information comptable agricole baisse de 9,0 % en 2000. Les subventions d'exploitations progressent de 3,9 %. Elles représentent maintenant en moyenne 71 % du résultat.

Des résultats en baisse pour les exploitations du Réseau d'information comptable agricole (Rica) en 2000. Mais leur équilibre financier demeure assuré. Le résultat courant avant impôts (RCAI) chute de 9,0 % en valeur courante, soit 9,8 % en valeur réelle¹. Il avait déjà diminué de 4,4 % en 1999. Le RCAI moyen s'élève désormais à 27 700 euros. Les ventes s'accroissent légèrement, mais la valeur des

stocks diminue fortement en raison de la baisse de prix du vin et du bétail. L'ensemble des charges augmentent de 2,7 %. La hausse est de 33 % pour le poste énergie, suite à l'augmentation des prix des produits pétroliers. Ces dépenses, qui n'atteignent en moyenne que 3 200 euros, demeurent toutefois modestes. Les achats d'aliments concentrés progressent de 4,7 % en raison d'une hausse des prix. Le poste engrais diminue.

Vif repli du résultat en viticulture d'appellation

Résultat courant avant impôts par exploitation



Source : Agreste - Rica, résultats 1999 et résultats provisoires 2000

Davantage de subventions

Les subventions d'exploitations progressent de 3,9 %, suite au relèvement des primes décidées dans le cadre de l'Agenda 2000. Elles atteignent en moyenne 19 600 euros, soit 71 % du résultat courant avant impôts. Leurs montants sont très dispersés. D'une part parce que ces subventions ne concernent pas toutes les productions agricoles, mais aussi parce qu'elles sont fonction de la taille des exploitations. Un cinquième des exploitations du Rica reçoivent moins de 2 % des subventions, alors que les 20 % les mieux >

1. Les évolutions du RCAI sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice du PIB (+ 0,9 % entre 1999 et 2000). Les autres évolutions sont sauf mention contraire en valeur courante.



Pour en savoir plus...

■ Résultats nationaux

« Résultats économiques des exploitations agricoles en 2000 », *Agreste-Cahiers*, à paraître en février 2002.

« Rica-France, tableaux standards 2000 », *Agreste-Chiffres et données*, à paraître en février 2002, 120 pages.

■ Résultats régionaux

Consultez les services statistiques des directions régionales de l'Agriculture et de la Forêt qui disposent de l'ensemble des résultats.

et le site Internet

du Sces :

agreste.agriculture.gouv.fr

> dotées en perçoivent 52 %. La dispersion est moindre dans les orientations les plus aidées, comme les grandes cultures ou la production de viande bovine. Un cinquième des exploitants de grandes cultures perçoivent 42 % de la masse des subventions d'exploitations de l'orientation. La même proportion d'éleveurs bovins viande n'en reçoivent que 39 %. À l'opposé, le cinquième des exploitations les moins dotées reçoivent 5 % des subventions en grandes cultures et 7 % en élevage bovin viande. Dans les autres orientations, peu aidées, la concentration des subventions est beaucoup plus forte. La majorité des maraîchers horticulteurs ne reçoivent aucune aide, alors que 20 % des exploitants perçoivent 86 % des subventions. Dans la viticulture d'appellation, ce sont 93 % des subventions qui sont reçues par 20 % des viticulteurs. Les plus gros montants sont versés aux producteurs qui ne font pas que du vin.

Moins de charges financières

En dépit d'une légère augmentation de l'endettement, notamment à court terme, les charges financières baissent. La capacité

Valorisation des stocks et mesure des résultats en élevage bovin

■ La valeur du cheptel influe considérablement sur le résultat courant avant impôts (RCAI) des éleveurs. Elle s'élève, à la clôture de l'exercice 2000 des exploitations spécialisées en viande bovine, en moyenne à 74 000 euros pour les reproducteurs, et à 32 300 euros pour les autres animaux sur un actif total de 251 500 euros. Or la valeur des animaux est évaluée au cours du jour. Elle retrace les variations de prix, qui peuvent être significatives pour les animaux destinés à la vente. La crise bovine survenue à la mi-octobre 2000 a ainsi entraîné une chute brutale des cours. Cette chute, qui n'a été que partiellement enregistrée dans les inventaires de clôture, explique le repli de 4,8 % de la production en valeur, et le repli du RCAI de 4,5 % en valeur courante et de 5,4 % en valeur réelle.

■ Au contraire du Rica, les comptes macroéconomiques de l'agriculture ne tiennent compte que de la variation des effectifs d'animaux mais pas de leur prix. La valeur des stocks y est mesurée au prix moyen de l'année. Si l'on appliquait ce principe dans la présentation du Rica, le résultat moyen serait très nettement positif et augmenterait de 9,4 % en valeur courante. En optique de trésorerie, où l'on ne tient compte que des décaissements et des encaissements, les résultats sont plus favorables encore. L'excédent de trésorerie d'exploitation s'accroît de 16 %, grâce à la vive hausse des subventions et au maintien des ventes.

d'autofinancement diminue de 4,2 % et s'établit à 46 400 euros. Malgré ces résultats mitigés, les prélèvements privés continuent à augmenter et atteignent 29 600 euros par exploitation, soit une hausse de 2,1 % par rapport à 1999. L'autofinancement, égal à la capacité d'autofinancement diminuée des prélèvements privés, baisse de 13,8 %. Il n'est plus désormais

que de 16 800 euros. Il demeure néanmoins suffisant pour garantir le remboursement des dettes à long ou moyen terme et financer une part importante de l'investissement, par ailleurs en net retrait. L'équilibre financier des exploitations n'est pas en danger. Le poids d'endettement, calculé en rapportant l'endettement au total du bilan, continue à décroître. Il s'établit à 35,1 %, soit le plus bas niveau de la décennie. Ce sont les dettes à court terme qui augmentent le plus, tandis que les emprunts à long et moyen terme diminuent légèrement.

Méthodologie

■ Le Réseau d'information comptable agricole (Rica) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès de 62 000 exploitations agricoles. Réalisée dans les quinze États membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats des différents types d'agriculture. Cet échantillon représente quelque 4 millions d'exploitations, qui constituent 96 % du potentiel économique de l'agriculture européenne. L'échantillon français 2000 regroupe 7 758 exploitations. Les résultats commentés ici résultent d'une exploitation d'un fichier provisoire de 7 540 unités. Le champ couvert correspond à 384 900 exploitations professionnelles d'au moins 12 hectares d'équivalent blé. L'univers de base servant à la pondération est issu du recensement de l'agriculture 2000. Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon

constant et exprimées, sauf exception, en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

■ Le résultat courant avant impôts (RCAI), indicateur central utilisé par le Rica, est la différence entre les produits, y compris les productions immobilisées et stockées, et les charges courantes qui comprennent les charges calculées comme les amortissements. Il exprime une forme de revenu familial, les charges sociales de l'exploitant n'étant toutefois pas déduites, qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres. L'excédent brut d'exploitation diffère du RCAI principalement par la non prise en compte des charges calculées et des charges financières. L'EBE exprime un flux de trésorerie potentiel généré par des opérations courantes avant rémunération des apporteurs externes de capitaux.

Détérioration en grandes cultures

Pour la troisième année consécutive, la situation des exploitations de grandes cultures se détériore. Le résultat courant régresse de 8,9 % en moyenne. Les prix de leurs cultures baissent à l'exception de la seule betterave. Cela se traduit par une diminution de 1,7 % de la valeur de la production alors que les charges progressent. Les exploitants réduisent en conséquence leurs prélèvements privés et >

> diminuent de 24 % leurs investissements. La période exceptionnelle traversée par les exploitations de vins d'appellation s'interrompt brutalement en 2000. Le résultat courant chute de 39 % et atteint en moyenne 53 300 euros. Il demeure toutefois largement supérieur à celui des autres orientations. Les ventes progressent, bien que la récolte 2000 pâtisse de rende-

Fin des résultats exceptionnels en viticulture sous AOC

ments en baisse. Les stocks se dévalorisent contrairement à l'année précédente. Les exploitants augmentent cependant leurs prélèvements privés de 13 % mais stoppent leurs investissements. Le redressement observé en 1999 chez les autres viticulteurs n'aura pas perduré plus d'une année. Le résultat courant moyen chute de 37 % et n'est plus désormais que de 16 800 euros par exploitation. C'est la plus faible valeur de l'ensemble des orientations.

Si les ventes augmentent légèrement, les prix baissent en particulier dans le secteur des eaux-de-vie. La chute des cours pèse ainsi sur la valeur des stocks. À l'inverse des exploitants sous appellation, les autres viticulteurs diminuent de 7 % leurs prélèvements privés, mais augmentent leurs investissements.

Bonne année pour les arboriculteurs fruitiers

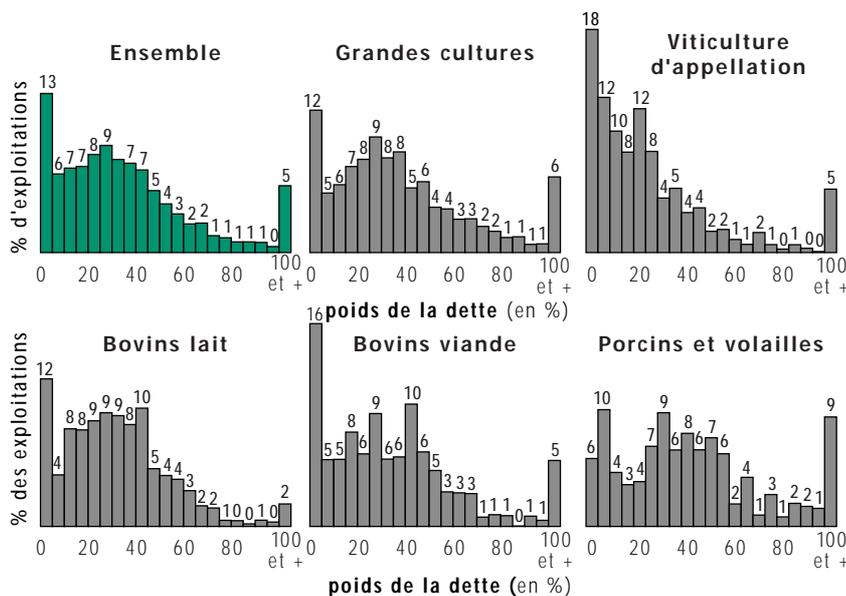
Grâce à des prix en hausse, le résultat moyen de l'arboriculture fruitière remonte après un important recul en 1999. Subventions et indemnités d'assurance apportent une contribution importante alors que les salaires augmentent fortement. Les exploitants réduisent prélèvements privés et investissements. Une bonne année 2000 pour les éleveurs de bovins spécialisés dans le lait. Leur résultat courant progresse de 2 %, et s'élève à 25 900 euros. La production laitière augmente de 4 % en valeur, grâce à une hausse des cours. Mais la production de viande baisse de

façon très mesurée. Les charges d'approvisionnement s'aggravent. En revanche, les subventions s'accroissent de 18 %. Les prélèvements privés des exploitants connaissent une faible augmentation. L'année est moins favorable aux éleveurs de bovins spécialisés dans la viande. Leur résultat courant avant impôts recule de 5,4 % pour n'atteindre que 18 800 euros par exploitation. Si les ventes demeurent stables, le cheptel se dévalorise fortement. Les charges augmentent de façon sensible et la hausse des subventions ne compense pas ces évolutions défavorables. Les exploitants maintiennent malgré tout leurs prélèvements privés, mais diminuent leurs investissements. Le RCAI moyen des exploitations hors sol fait plus que doubler par rapport à 1999, et atteint 31 900 euros par exploitation. Les cours remontent et la production augmente en quantité.

Scees - Bureau du Rica

Situation encore fragile chez les éleveurs de porcs

Répartition des exploitations selon le poids de la dette¹



1. Poids de la dette = remboursements financiers / excédent brut d'exploitation.
Lecture : 5 % de l'ensemble des exploitations ont un poids de la dette supérieur à 100 %.

Source : Agreste - Rica, résultats provisoires 2000

L'endettement des exploitations

■ Le poids de l'endettement mesure la capacité de l'exploitant à faire face aux remboursements financiers. Il est calculé en rapportant les annuités d'emprunt à long ou moyen terme et les frais financiers à court terme à l'excédent brut d'exploitation (EBE). Ce ratio, qui dépend directement des performances économiques de l'exploitation, atteint en moyenne 35,2 % pour l'année 2000. Il augmente ainsi pour la cinquième année consécutive.

■ Le poids de l'endettement est en 2000 inférieur à 5 % pour 13 % des exploitants, et dépasse les 100 % pour un peu plus de 5 % des exploitations. L'endettement est le plus souvent faible chez les viticulteurs d'appellation et chez les éleveurs ovins. Les exploitations bovines sont moins endettées que la moyenne, mais 5 % des éleveurs spécialisés dans la viande ont un endettement dépassant les 100 %. Malgré une amélioration de leur EBE, la situation des éleveurs hors sol est encore préoccupante.

Quelques valeurs moyennes par exploitation selon les orientations en 2000

	Ensemble	Grandes cultures	Viticulture d'appellation	Fruits	Bovins lait	Bovins viande	Porcins et volailles
Nombre d'exploitations représentées	384 900	83 600	35 700	12 300	69 800	42 700	15 300
Caractéristiques physiques							
Surface agricole utilisée (en ha)	67	102	19	25	60	75	38
dont : SAU en fermage	50	83	11	15	46	49	26
Effectifs animaux (en UGB ¹)	63	14	1	3	74	88	345
Nombre d'UTA ²	1,84	1,57	2,71	3,43	1,64	1,34	1,85
dont : UTA non salariées	1,44	1,27	1,38	1,53	1,57	1,28	1,56
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)							
Capacité d'autofinancement	46,4	50,5	74,3	39,5	42,4	30,1	57,3
Autofinancement	16,8	17,0	16,1	15,7	17,1	13,2	29,9
Actif immobilisé	177,5	164,7	220,6	138,0	178,9	181,9	197,7
Actif circulant	99,9	87,8	298,7	79,2	63,8	69,4	96,0
Stocks	63,3	41,7	229,7	35,0	40,2	46,0	66,5
Capitaux propres	180,6	152,1	367,5	110,4	163,4	190,2	123,8
Endettement total	97,5	101,0	153,7	107,6	80,0	61,3	170,8
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)							
Ventes et autoconsommation	109,7	102,2	183,7	124,0	96,8	49,7	239,0
- Achats d'animaux	4,4	2,4	0,1	0,4	3,3	4,4	28,6
= <i>Ventes et autoconsommation (nette des achats d'animaux)</i>	<i>105,3</i>	<i>99,8</i>	<i>183,6</i>	<i>123,6</i>	<i>93,5</i>	<i>45,3</i>	<i>210,3</i>
+ Production stockée (y c. animaux)	0,2	- 0,5	- 1,8	1,1	0,7	- 0,4	4,4
+ Production immobilisée (hors animaux)	2,1	1,1	3,2	3,2	2,2	1,1	3,3
+ Produits divers	1,5	2,9	2,9	1,7	0,5	0,5	0,5
= <i>Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)</i>	<i>109,1</i>	<i>103,2</i>	<i>187,9</i>	<i>129,7</i>	<i>96,9</i>	<i>46,4</i>	<i>218,6</i>
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,2	0,5	§	0,1	0,1	§	0,1
- Charges d'approvisionnement	36,9	43,0	29,5	25,2	29,5	16,4	120,1
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	27,3	26,5	36,1	36,0	27,1	16,5	36,8
= <i>Valeur ajoutée</i>	<i>45,1</i>	<i>34,1</i>	<i>122,4</i>	<i>68,6</i>	<i>40,4</i>	<i>13,5</i>	<i>61,8</i>
+ Remboursement forfaitaire TVA	€	€	€	€	€	€	€
+ Subventions d'exploitation	19,6	34,7	2,0	12,9	12,1	23,6	14,1
+ Indemnités d'assurance	1,8	3,3	1,6	2,8	0,9	1,3	1,0
- Fermages	8,1	11,4	16,8	4,7	5,9	4,8	4,2
- Impôts et taxes	1,7	2,1	2,9	1,8	1,3	0,8	1,6
- Charges de personnel	7,7	5,8	28,6	36,0	1,0	0,9	5,8
= <i>Excédent brut d'exploitation (EBE)</i>	<i>49,2</i>	<i>52,9</i>	<i>77,7</i>	<i>41,9</i>	<i>45,3</i>	<i>32,0</i>	<i>65,3</i>
+ Transferts de charges	0,8	1,1	2,0	1,3	0,3	0,2	0,5
- Dotations aux amortissements	18,3	22,3	20,7	17,5	16,4	11,1	25,1
= <i>Résultat d'exploitation</i>	<i>31,6</i>	<i>31,6</i>	<i>58,9</i>	<i>25,6</i>	<i>29,2</i>	<i>21,1</i>	<i>40,7</i>
+ Produits financiers	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2
- Charges financières	4,2	4,5	5,9	4,1	3,4	2,3	9,0
= <i>Résultat courant avant impôts (RCAI)</i>	<i>27,7</i>	<i>27,5</i>	<i>53,3</i>	<i>21,8</i>	<i>25,9</i>	<i>18,8</i>	<i>31,9</i>
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés	1,7	3,2	0,9	0,3	1,3	0,9	2,2
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	0,7	0,4	0,6	1,9	0,6	0,6	1,1
+ Profits et charges exceptionnels	0,3	0,7	0,2	0,3	0,1	0,2	0,3
= <i>Résultat de l'exercice</i>	<i>30,4</i>	<i>31,8</i>	<i>55,1</i>	<i>24,3</i>	<i>28,0</i>	<i>20,5</i>	<i>35,5</i>
Subventions (millier d'euros)							
Aides à la jachère, aux céréales, oléagineux et aux protéagineux	11,6	29,5	1,0	1,7	6,6	2,6	6,1
Aides aux vaches allaitantes	1,9	0,6	0,1	0,1	0,2	9,5	1,7
Aides et primes aux bovins mâles (bœufs, taureaux)	0,9	0,3	€	€	1,1	3,0	0,7
Autres aides au secteur animal	1,0	0,2	€	€	1,2	3,4	1,9
Aides à l'environnement	0,6	0,2	€	0,3	0,9	1,8	0,1

€ : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue).

1. UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis mère à 0,18 UGB.

2. UTA : unité-travail-année, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année.

Source : Agreste - Rica, résultats provisoires 2000



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Agreste : la statistique agricole

Direction des affaires financières. SERVICE CENTRAL DES ENQUÊTES ET ÉTUDES STATISTIQUES

251, rue de Vaugirard, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : 01 49 55 85 85 — Fax : 01 49 55 85 03

Directeur de la publication : José Rey ■ Rédacteur en chef : Laurent Bisault ■ Conception : Yann Le Chevalier ■ Composition : Scees

■ Impression : Imprimerie Médous, Toulouse ■ Dépôt légal : à parution ■ ISSN : 0246-1803 ■ Prix : 2,44 € ■ © Agreste 2002